

## La diplomatie, légitimité de substitution

Pour le président issu de l'“élection” du 12 décembre et son gouvernement, les consultations autour de la question libyenne tombent à point nommé. Dans le système algérien, l'activisme diplomatique a toujours fourni aux pouvoirs autoritairement installés une espèce de légitimité de compensation.

Sans préjuger de l'utilité de leur intervention, Tebboune et son équipe semblent s'y consacrer avec entrain. Le chassé-croisé des dirigeants étrangers qui vient de s'amorcer dans notre capitale n'est pas sans rappeler les débuts de celui qui fut surnommé “président des affaires étrangères”. En plus de sa valorisante fonction de représentation, l'activité internationale constitue un refuge pour les responsables voulant fuir la difficulté des problèmes de politique intérieure.

Il suffit de considérer l'impression largement positive que l'opinion commune a gardée des chefs successifs de la diplomatie nationale pour saisir l'aspect gratifiant de cette tâche. Il suffit aussi de se rappeler le niveau de popularité que Bouteflika avait accumulé avant de revenir le dilapider dans ses turpitudes de chef d'État converti en parrain mafieux. D'ailleurs, comme d'autres potentiels nationaux, la diplomatie connut avec lui comme président, non pas ses moments de gloire comme on pouvait s'y attendre, mais ses pires moments de stérilité, d'inertie et de népotisme.

D'ailleurs, lui-même savait l'utilité politique virtuelle qu'un passé de diplomatie peut, à l'occasion, présenter. Dans ses vains et ultimes efforts pour amortir sa déchéance salutaire, il sacrifia en quelques jours, et successivement, la popularité de deux anciens chefs de la diplomatie nationale à la notoriété planétaire.

Il faut dire que c'est une culture imposée par les forces putschistes qui se sont emparées de la souveraineté nationale au moment même où elle fut conquise : l'instrumentalisation du passé, du prestige et des symboles nationaux au profit du clan au pouvoir. Et les acteurs de ces faits de gloire s'effacent souvent devant le premier imposteur qui s'empare de l'État contre, dans le meilleur des cas, quelques dividendes statutaires et matériels. Sous Bouteflika, la diplomatie est devenue, non pas le domaine réservé du président, mais son domaine privé.

Des bouffons, invités par Khalifa, eurent plus souvent droit à l'approcher que nos plénipotentiaires. Ceux-ci ont dû sûrement déployer des trésors de résistance et de gymnastique pour agir — ou faire semblant d'agir — alors qu'ils étaient coupés de cette diplomatie présidentielle “off shore”.

Aujourd'hui interpellé par un ample mouvement de société, le pouvoir fait mine de ne pas en mesurer l'importance et de ne pas en voir l'essence historique et populaire. Et pour mieux esquiver la vraie question de l'heure, il s'investit dans des activités-refuges, comme la diplomatie classique, comme cette forme de diplomatie de sérail consistant à consulter des personnalités locales ou en montant des commissions, machines à gagner du temps.

Face à un mouvement populaire d'envergure nationale, il y répond en réprimant des citoyens, des associations et maintenant des partis, comme il vient de la faire en s'attaquant à la gestion du siège du RCD. Décidément, le régime persiste à croire dangereusement qu'une question ne se pose plus parce qu'on refuse de l'entendre.

**M. H.**

**musthammouche@yahoo.fr**